

1.	PREAMBULE.....	2
1.1.	Définition de la Sophro-analyse	2
1.2.	Terminologie	2
2.	LES OBJECTIFS DE LA CHARTE.....	2
2.1.	Visibilité des Sophro-analystes	2
2.2.	Eviter les dérives	2
2.2.1.	Respect de la méthode « Votre âme aux commandes © »	2
2.3.	Critères d'inscription et d'intégration.....	3
2.3.1.	Les six critères.....	3
2.3.2.	Complément à partir des promotions 2015	3
2.4.	Engagement par rapport à la Charte des Sophro-analystes.....	3
3.	ENGAGEMENTS DES SOPHRO-ANALYSTES	3
3.1.	Auprès du Centre Emergence Harmonique	3
3.1.1.	Dénomination	3
3.1.2.	La Sophro-analyse doit être au cœur de la pratique	4
3.1.3.	Intégration de la méthode et de la formation	4
3.1.4.	Déontologie et éthique.....	4
3.1.5.	Non appartenance à une secte.....	5
3.1.6.	Communication	5
3.2.	Auprès des clients	5
3.2.1.	Les valeurs fondamentales de la pratique des Sophro-analystes.....	5
3.2.2.	Liberté du client.....	6
3.2.3.	Conditions d'accompagnement du client	6
3.2.4.	Précisions pour la pratique avec les enfants et les mineurs	6
3.2.5.	Continuité des traitements médicaux	7
3.2.6.	Respect du cadre de la relation thérapeutique	7
3.2.7.	Importance de l'anamnèse	7
3.2.8.	Bilan systématique des antécédents médicaux et chirurgicaux	7
3.2.9.	Cas particulier des femmes enceintes	8
3.2.10.	Respect des consignes	8
3.2.11.	Cadre légal de l'exercice	8
3.3.	Auprès de leurs collègues	8
3.3.1.	Devoir de réserve.....	8
3.3.2.	Détournement de clientèle.....	8
4.	ENGAGEMENT DU CENTRE VIS-A-VIS DES SOPHRO-ANALYSTES.....	9
4.1.	Rôle et action d'Emergence Harmonique	9
4.1.1.	Soutenir la pratique	9
4.2.	Formation et communication	9
4.2.1.	Pérennité et continuité.....	9
4.2.2.	Communication et colloques	9
4.3.	Responsabilités	9
4.3.1.	Manquements à la Charte	9
4.3.2.	Suspension de la liste.....	9
4.3.3.	Responsabilité pleine et entière des Sophro-analystes	9
5.	ANNEXE 1 : HISTORIQUE	10
5.1.	Septembre 2017.....	10
5.2.	Novembre 2017	10
6.	ANNEXE 2 : CODE DE DEONTOLOGIE (FF2P).....	11

1. PREAMBULE

1.1. Définition de la Sophro-analyse

La « Sophro-analyse des mémoires prénatales, de la naissance et de l'enfance » est issue de la Méthode du docteur Claude Imbert. Elle a été développée, enrichie, et théorisée à sa suite par Christine Louveau avec sa spécificité de « Votre âme aux commandes © ». C'est une méthode thérapeutique de transformation des croyances et des stratégies limitantes à l'origine des souffrances et des scénarios répétitifs de mal-être. Elle est orientée principalement vers la libération des mémoires et des empreintes du passé dont l'origine est inconsciente et qui conditionnent le fonctionnement et le vécu des individus. La Sophro-analyse est fondée sur les connaissances approfondies du fonctionnement psycho-émotionnel de l'être humain et s'appuie sur plus de 20 ans de découvertes et d'expériences pratiques.

La dimension transpersonnelle apportée par Christine Louveau en fait une méthode psychothérapeutique complète qui dépasse le cadre thérapeutique classique et constitue un tremplin expérientiel vers l'évolution spirituelle.

1.2. Terminologie

Par souci de légèreté, le terme de « **Sophro-analyse** » utilisé dans ce document fait référence à la Sophro-analyse des mémoires prénatales, de la naissance et de l'enfance. Le terme de « **Sophro-analyste** » regroupe les Praticiens de Sophro-analyse (ayant obtenu leur Certification) ainsi que les Sophro-analystes (ayant complété leur Certification par l'obtention d'un diplôme après validation d'un mémoire professionnel).

2. LES OBJECTIFS DE LA CHARTE

2.1. Visibilité des Sophro-analystes

Une liste des Sophro-analystes est réactualisée au fil des nouvelles certifications. Cette liste est donc accessible au grand public via le site internet.

L'adhésion à la Charte et l'inscription à l'annuaire des Sophro-analystes sur le site internet du Centre Emergence Harmonique (<http://www.emergence-harmonique.fr>) garantissent que ces praticiens se sont engagés à pratiquer dans l'esprit, la rigueur, et la déontologie de la méthode.

Le Centre s'applique à :

- Communiquer les coordonnées des Sophro-analystes.
- Recommander les Sophro-analystes pour leur pratique conforme à l'éthique appliquée dans le cadre des études.
- Faire connaître auprès du public cette méthode thérapeutique.

2.2. Eviter les dérives

2.2.1. Respect de la méthode « Votre âme aux commandes © »

Afin d'éviter les dérives, les sophro-analystes inscrits qui ont signé cette charte s'engagent à respecter la méthode mise au point par Christine Louveau et sa déontologie.

- Laisser l'âme aux commandes et garantir ainsi le libre-arbitre du client.
- Accompagner le client où que son âme le conduise.
- Installer et travailler dans un cadre de sécurité.
- Respecter la méthodologie de la séance enseignée par Christine Louveau au Centre d'Emergence Harmonique :
 - Décoder et faire émerger les croyances, émotions et stratégies de l'empreinte retrouvée.
 - Amener le client à prendre conscience des échos dans sa vie actuelle.
 - Restructurer les empreintes avec les outils enseignés durant la formation.
 - Faire émerger le sens de ce qui a été vécu durant la séance.
 - Imprimer et installer les nouvelles décisions et les ressources découvertes jusque dans l'adulte.

Le cadre de cette Charte garantit aux clients que la pratique professionnelle des Sophro-analystes certifiés par le Centre Emergence Harmonique se fait dans le respect de l'éthique synthétisée dans le présent document.

Leur Certification valide le fait qu'ils justifient des connaissances et de l'expérience apportées par l'enseignement suivi.

L'acquisition des évolutions de la méthode est réalisée par la participation aux supervisions et aux formations continues proposées.

2.3. Critères d'inscription et d'intégration

2.3.1. Les six critères

Tout Praticien doit justifier pour cela de la Certification éditée par le Centre Emergence Harmonique.

La certification de base repose sur la validation de six critères :

1. Thérapie personnelle en Sophro-analyse menée à son terme (20h environ)
2. Participation aux cycles de l'enseignement (168h)
3. Travail personnel (intégration, entraînements et synthèse -500 heures environ)
4. Contrôle des connaissances et mémoires (pour le titre de Praticien en Sophro-analyse)
5. Participation aux supervisions (56h minimum sur 3 ans)
6. Signature de la Charte

2.3.2. Complément à partir des promotions 2015

Depuis 2015, un recueil des témoignages d'au moins cinq de leurs clients est nécessaire au Praticien de Sophro-analyse pour démontrer l'efficacité et la rigueur de son travail thérapeutique. Le Praticien doit également produire un mémoire personnel d'une dizaine de pages au moins, écrit sur la base de son propre parcours thérapeutique, et dont les éléments constitutifs lui sont donnés dans le polycopié de la formation initiale.

Le thérapeute qui demande à être porté sur la liste, accepte et s'engage à respecter les conditions stipulées dans cette Charte.

Pour l'obtention du titre de Sophro-analyste, le Praticien doit remettre un Mémoire Professionnel écrit sur la base de sa pratique.

2.4. Engagement par rapport à la Charte des Sophro-analystes

Les Sophro-analystes qui la signent, s'engagent au respect de la Charte.

Celle-ci intègre de fait le Code de déontologie de la Fédération Française de Psychothérapie (FF2P) dans les grands domaines de :

- Responsabilité,
- Compétence
- Valeurs morales et normes juridiques,
- Confidentialité,
- Protection du client,
- Relations professionnelles et Déclarations publiques.

Les éléments de cette charte sont consultables sur le site : http://www.ff2p.fr/fichiers_site/la_ff2p/la_ff2p.html#code.

Pour adhérer à la Charte de la Sophro-analyse, il suffit de renvoyer la fiche d'inscription obtenue auprès du Centre Emergence Harmonique après l'avoir dûment remplie, datée et signée.

3. ENGAGEMENTS DES SOPHRO-ANALYSTES

3.1. Auprès du Centre Emergence Harmonique

3.1.1. Dénomination

Les Praticiens certifiés par l'examen de validation des connaissances théoriques et pratiques et adhérents à la Charte, mais n'ayant pas encore présenté leur mémoire se nomment « **Praticiens** de Sophro-analyse des mémoires prénatales, de la naissance et de l'enfance ».

Les Sophro-analystes certifiés par la validation de leur Mémoire Professionnel et adhérents à la Charte, peuvent se définir comme : « **Sophro-analyste** des mémoires prénatales, de la naissance et de l'enfance ».

Les étudiants n'ayant pas leur certification, n'ont pas l'autorisation d'utiliser les titres ci-dessus mentionnés.

3.1.2. La Sophro-analyse doit être au cœur de la pratique

Les Sophro-analystes s'engagent en signant cette Charte à faire de la Sophro-analyse leur méthode principale de travail.

Ils s'engagent également à éviter d'utiliser dans leur pratique d'autres techniques thérapeutiques qui modifieraient de manière significative la méthode originale.

Si par la suite une ou plusieurs approches thérapeutiques étaient utilisées de manière dominante et constante dans sa pratique, il se doit de le faire savoir au Centre en demandant d'être retiré de la liste. Si le thérapeute ne prévenait pas le Centre et que celui-ci en était informé, il se réserve le droit de radier le Sophro-analyste de l'annuaire.

L'association de toute autre technique pouvant présenter un risque d'amalgame à une connotation ésotérique n'est pas autorisée. Cependant si cette technique complémentaire constitue une autre facette du praticien, celui-ci doit la distinguer explicitement dans son discours et dans sa pratique des séances de Sophro-analyse.

Ces techniques complémentaires doivent faire l'objet de dépliants ou documents séparés.

Le Centre prend en compte des méthodes déjà partiellement intégrées dans la Sophro-analyse et validées par une formation officielle (Sophrologie, PNL, Analyse Transactionnelle, Psycho-généalogie, Constellations Familiales, ...).

3.1.3. Intégration de la méthode et de la formation

Des supervisions régulières sont obligatoires durant les deux premières années de pratique et fortement conseillées ensuite (une par an). Elles font parties du maintien de l'adhésion à la liste des Sophro-analystes diffusée au public.

Au-delà des deux premières années, des réunions d'Intervision de Sophro-analystes certifiés peuvent remplacer certaines supervisions.

3.1.4. Déontologie et éthique

Le cadre de la formation a pour but de former des Sophro-analystes et des Praticiens de Sophro-analyse des mémoires prénatales, de la naissance et de l'enfance. L'enseignement et sa coordination sont uniquement de la responsabilité du Centre et de sa formatrice Christine Louveau.

Le Sophro-analyste s'engage à se servir du matériel pédagogique remis ou des enregistrements des cours réalisés durant la formation, à titre strictement personnel. Il s'engage à ne pas diffuser les cours ni les reproduire. Tout prêt, location, vente, usage privé ou public, et cela sous toutes ses formes, étant strictement interdit par la loi du 11 Mars 1957.

Toute information diffusée par le Sophro-analyste, quels qu'en soient les supports, devra éviter toute déclaration fautive ou trompeuse. Elle devra être faite dans une position de réserve sur la personnalité du Sophro-analyste, la nature de la pratique et les résultats escomptés.

Toute évocation mensongère est interdite, telles :

- Promesses irréalistes de guérison.
- Déclarations pouvant prêter à équivoque avec un usage illégal de la Médecine, par des citations réservées à ce domaine et générant des confusion avec un traitement médical, des diagnostics, prescriptions, traitements amenant la guérison...en association aux noms de symptômes et/ou maladies.
- Déclarations visant à inciter les clients à arrêter leurs suivis médicaux ou à les éviter.
- Déclarations créant une attente fautive ou injustifiée de résultats ou risquant de la créer.
- Déclarations sensationnelles et exagérées, généralisations abusives.
- Déclarations impliquant des compétences hors du commun et références à des approches thérapeutiques laissant supposer une formation plus étendue qu'elle ne l'est en réalité.
- En ce qui concerne certaines spécificités des techniques utilisées en synergie dans la méthode (Analyse Transactionnelle, PNL, Psychogénéalogie), l'enseignement a transmis des bases nécessaires pour leur utilisation dans le cadre de la méthode de Sophro-Analyse.
- Si une compétence particulière a été validée par le praticien auprès d'organismes de ces trois formations spécifiques, il pourra alors y faire référence.
- Formation simplement entamée ou terminée mais non validée par la certification.
- Déclarations comparant la Sophro-analyse à d'autres méthodes ou services offerts par d'autres professionnels.

3.1.5. Non appartenance à une secte

Conscient du caractère essentiel de la liberté de pensées et d'actions de chacun et de l'objectif d'autonomie prioritaire dans l'accompagnement des clients, le Sophro-analyste déclare sur l'honneur n'appartenir à aucune secte quelle qu'elle soit. La connaissance confirmée d'une telle appartenance serait à l'origine d'un retrait immédiat de l'agrément et de la liste.

3.1.6. Communication

Le Sophro-analyste a obligation de fournir des informations exactes et objectives sur son parcours ainsi que sur la méthode « votre âme aux commandes© ».

Dans les documents d'information sur la méthode :

- Les citations philosophiques ou littéraires doivent éviter la confusion avec des courants de pensées notamment sectaires. Il est de la responsabilité du Sophro-analyste qui les utilise de vérifier ce point.
- Aucun logo ou sigle cabalistique ne doit être utilisé sur les documents d'informations concernant la Sophro-analyse, pour éviter des erreurs d'interprétation et de prêter à confusion avec l'appartenance à un ordre médical ou paramédical, à une secte ou confrérie quelle qu'elle soit.
- Aucun texte informatif ou publicitaire, quels qu'en soient les supports, n'a le droit d'utiliser les noms et titres d'un Sophro-analyste sans son autorisation expresse et son accord écrit concernant son libellé.

Le logo de la méthode « votre âme aux commandes© » doit être mentionné par les Sophro-analystes sur leur sites et documents de communication. Il est obtenu sur demande.



3.2. Auprès des clients

Tous les Sophro-analystes en exercice relèvent d'une éthique obligatoire telle qu'elle est rapportée dans les codes de déontologie de la FF2P. Le Centre Emergence Harmonique ne forme pas de praticiens pouvant prétendre au titre de Psychothérapeute. Même si la Sophro-analyse relève de critères déontologiques de la FF2P, elle garde des spécificités distinctes dans sa pratique.

3.2.1. Les valeurs fondamentales de la pratique des Sophro-analystes

Le Sophro-analyste s'engage à mettre les Valeurs de cette Charte au premier plan de sa pratique professionnelle avec ses clients. Il s'engage à garder une conscience éclairée de leur importance pour lui et les autres, à détecter tout ce qui pourrait les limiter et mettre tous les moyens en œuvre pour les amplifier, sachant que tout est toujours perfectible.

- Clarté,
- Honnêteté avec soi-même et les autres,
- Générosité de cœur, Compassion,
- Tolérance,
- Discernement,

- Humilité dans la conscience de sa juste valeur,
 - Conscience spirituelle,
 - Partage de toutes ses connaissances pour susciter l'autonomie,
 - Absence d'égoïsme et de préoccupation étroite de son propre avancement,
 - Perfectionnement d'une conduite éthique,
-
- Noblesse de ses intentions, de ses pensées et de ses actes, Sagesse,
 - Développement de la parole juste.

3.2.2. Liberté du client

En dehors de quelques séances au début de l'accompagnement qui assurent la sécurisation du client et initient la transformation intérieure, la méthode se caractérise par « votre Ame aux commandes© ». Le thérapeute accompagne le client là quelque soit l'espace-temps où son âme le ramène. Le Sophro-analyste se met donc au service de l'âme du client car elle seule connaît son histoire et les étapes nécessaires à sa libération.

3.2.3. Conditions d'accompagnement du client

Le sentiment de sécurité est un élément essentiel dans l'efficacité de la thérapie. Le thérapeute garde en permanence son attention sur toutes les manifestations de son client, des plus visibles au plus subtiles : position et mouvements du corps, respiration, coloration du teint, ton de la voix mais aussi bruits de son organisme, etc. Seule la présence en face-face garantit au thérapeute de saisir toutes ces informations. Le client doit aussi pouvoir se sentir à l'aise pour l'expression des émotions qui accompagne toujours le processus de libération et sentir dans la Présence du thérapeute un soutien et un encouragement dans les phases plus difficiles, ne serait-ce que pour lui donner un mouchoir ! De plus, certaines phases de la thérapie (en particulier dans la gestion des traumatismes) nécessitent des protocoles particuliers où le Sophro-analyste et le client sont en interaction physique. Dans ce cas, le premier se trouve aussi en charge d'encadrer le processus. Enfin, l'âme étant aux commandes, le thérapeute ne peut jamais prévoir quoi que ce soit dans une séance et se doit donc de rester au plus proche de son client.

Dans ces conditions, la Sophro-analyse ne peut se pratiquer que dans la sécurité d'un cabinet thérapeutique et l'utilisation de Skype ou de tout autre type de visioconférence n'est pas admise.

Le Sophro-analyste doit exercer de manière compétente et dans le respect de l'éthique. Il reconnaît la dignité de tout être humain, indépendamment de son statut physiologique, psychologique, sociologique, culturel, religieux ou économique.

3.2.4. Précisions pour la pratique avec les enfants et les mineurs

L'enseignement de la Sophro-analyse est orienté principalement sur la pratique avec les adultes. De ce fait la pratique de la méthode auprès des enfants et des mineurs sous le terme de « Sophro-analyse » n'est pas autorisée compte tenu des responsabilités engagées et de l'importance d'une connaissance théorique et pratique précise de la psychopathologie de l'enfant et de son développement psychomoteur, non développés en détails durant la formation spécialisée. Tout Sophro-analyste certifié, et uniquement s'il est déjà agréé par le Centre pour sa pratique chez les adultes, désirant pratiquer une relation d'aide auprès des enfants et des mineurs pourra toutefois s'inspirer des principes du décodage des empreintes prénatales, uniquement dans des séances en face à face. Il s'engagera aussi à obtenir un **accord parental signé (des deux parents)** avant le début de l'accompagnement du mineur et à informer les parents du caractère essentiel de leur participation personnelle active et de l'importance de la prise de conscience du rôle de leurs propres empreintes pour la compréhension de celles de leurs enfants. Il mettra tout en œuvre pour que les parents s'engagent dans une démarche personnelle de libération des empreintes de leurs histoires participant à la problématique de leur enfant.

Au cas où le Sophro-analyste posséderait des compétences spécifiques dans la psychopathologie de l'enfant, attestées par ses diplômes et certifications reconnues en Psychologie infantile ou Pédopsychiatrie, il pourrait alors utiliser le terme de Sophro-analyse dans sa pratique chez l'enfant.

La pratique de la Sophro-analyse est cependant possible chez l'adolescent (14 à 18 ans). Ils peuvent tous bénéficier des séances préliminaires qui précèdent celles avec l'âme aux commandes car elles facilitent certaines libérations émotionnelles et initient une transformation intérieure. L'adolescent y gagne une confiance accrue en sa valeur et une vision de lui-même et du monde plus aidante pour se lancer dans la vie. Les adolescents plus murs, ayant acquis la

capacité à s'observer eux-mêmes tout en manifestant une certaine ouverture ou curiosité spirituelle, s'ils sont motivés, peuvent suivre une Sophro-analyse et bénéficier de ses bienfaits. Dans tous les cas, l'accompagnement thérapeutique se fera dans le même respect des contre-indications et avec accord parental écrit et signé.

3.2.5. Continuité des traitements médicaux

En cas de maladie du client dont le diagnostic a été établi par un médecin, le Sophro-analyste vérifie que le malade est conscient du caractère essentiel de son suivi médical et du bon suivi de son traitement.

3.2.6. Respect du cadre de la relation thérapeutique

Le Sophro-analyste respecte l'intégrité et les valeurs propres de ses clients dans le cadre du processus de changement.

Le Sophro-analyste se doit d'établir et surveiller les limites de sa relation avec ses clients et les leur rendre explicites, ne devant pas les exploiter soit sur le plan financier, sexuel, émotionnel ou autre.

Le Sophro-analyste s'interdit d'entamer ou de maintenir un programme d'accompagnement lorsqu'il pourrait être compromis par des interférences relationnelles (amicales, affectives, professionnelles ou autres...).

Le Sophro-analyste s'engage à prendre les mesures nécessaires pour offrir un environnement professionnel adéquat dans son cabinet, en respectant les besoins de ses clients et en conformité avec l'image de la méthode. Son lieu de pratique doit préserver le secret professionnel et assurer un service sécuritaire et de qualité.

3.2.7. Importance de l'anamnèse

Pour chaque client, le Sophro-analyste réalise systématiquement une anamnèse complète préalable dont les questions essentielles ont été précisées dans les dossiers de formation initiale. Elle a pour objectif de disposer des informations nécessaires à :

- Envisager l'étendue de l'accompagnement thérapeutique.
- Faire établir par le client, compte tenu de son histoire, des objectifs les plus adaptés à ses besoins et aspirations
- Repérer avec le client des scénarios répétitifs pointant sur l'existence de croyances limitantes
- Dépister et respecter les contre-indications absolues que représentent les psychoses en clientèle privée (en dehors de structures hospitalières).

N'étant pas habilité pour établir un diagnostic, il s'entoure si besoin, de tout avis médical nécessaire.

Au delà des informations et dossiers remis durant sa formation initiale en Sophro-analyse, le Sophro-analyste s'engage à réaliser, s'il en a besoin, **une formation de base en psychopathologie de l'adulte**. Elle lui est nécessaire si ses enseignements antérieurs à celui de la Sophro-analyse ne comportaient pas de formation en psychopathologie. Cela peut être le cas pour les stagiaires en réorientation professionnelle qui auront à intégrer ces connaissances en dehors du Centre pendant ou après leur formation.

3.2.8. Bilan systématique des antécédents médicaux et chirurgicaux

Avant le début des séances de Sophro-analyse, le Praticien se doit de réaliser un questionnaire sur les antécédents médicaux et chirurgicaux du client et son état de santé actuel pour respecter très précisément les contre-indications* médicales et psychologiques d'un accès important aux émotions. Il demande au client d'obtenir si besoin tout avis médical et certificats nécessaires à ces diagnostics qu'il n'est pas habilité à porter par lui-même (sauf si le Sophro-analyste est Docteur en Médecine) et en tient compte.

** infarctus du myocarde récent, troubles du rythme non équilibrés, hypertension artérielle sévère, anévrisme de l'aorte connu, accident vasculaire cérébral récent, épilepsie, antécédents psychiatriques, tentative de suicide récente, difficultés importantes d'orientation dans l'espace, tendance aux syncopes à répétition, crises vertigineuses, grossesse (Voir le chapitre 3.2.10. des précautions à prendre pour la femme enceinte)...*

En cas de symptômes susceptibles de poussées aiguës lors de situations émotionnelles, le Sophro-analyste demande au client d'amener son traitement habituel lors des séances.

Le Sophro-analyste se doit de continuer à s'informer de l'apparition de pathologies diagnostiquées médicalement apparaissant en cours de thérapie et des contre-indications intercurrentes éventuelles qu'elles peuvent représenter à la Sophro-analyse ou à certains de ses aspects. Il prend tout avis et contact nécessaires auprès des médecins.

3.2.9. Cas particulier des femmes enceintes

Seuls les Sophro-analystes ayant conforté leurs compétences de plusieurs années de pratique ou appartenant au corps médical les y autorisant (Sage-femme, médecins, ...) peuvent être habilités à accompagner des femmes enceintes en respectant les contre-indications générales de l'état de relaxation. Ils peuvent alors proposer un accompagnement psychologique spécifique des parents concernant les événements émotionnels apparaissant durant la gestation et de la relation au bébé *in utero* dans la conscience de ses besoins. Basé sur les connaissances du décodage et de la transformation des empreintes prénatales chez l'adulte, ce suivi peut être réalisé en collaboration étroite avec les spécialistes médicaux et paramédicaux de la femme enceinte. Le Sophro-analyste expérimenté peut aussi, sur la demande de la femme enceinte et en suivant un protocole qui lui est donné en supervision permettant au bébé de se sentir en sécurité et non-concerné par le travail de sa mère, faire un accompagnement en Sophro-analyse guidé par l'âme de la cliente. La femme enceinte devient en effet particulièrement sensible par son état qui fait en général remonter des mémoires personnelles limitantes de sa propre vie intra-utérine ainsi que des mémoires de la généalogie maternelle propres à la déstabiliser émotionnellement et dans sa relation à son bébé. Elle peut alors trouver dans les libérations thérapeutiques plus de sécurité, des forces nouvelles, une relation plus épanouissante avec l'enfant, de la légèreté et de la joie à le porter ainsi que de nouvelles ressources pour sa future naissance.

Toutefois, si la cliente tombe enceinte durant le processus thérapeutique et si elle le souhaite du fait de la bonne relation thérapeutique et de la confiance qui se sont installées avec le thérapeute et son âme, elle peut se faire accompagner quelques semaines encore par le sophro-analyste pour les objectifs vus ci-dessus.

3.2.10. Respect des consignes

Après la séance d'anamnèse réalisant le bilan de la demande du client et les objectifs principaux, un contrat thérapeutique est proposé. Celui-ci tient compte des contre-indications explorées durant l'entretien et des mentions ci-dessous :

- Des demandes du client, du programme thérapeutique du praticien et des objectifs réalistes proposés.
- Des conditions d'annulation et d'arrêt.
- Des conditions financières (honoraires, mode de règlement, séances manquées...).
- Du secret professionnel.

3.2.11. Cadre légal de l'exercice

Le Sophro-analyste doit exercer son activité professionnelle dans le cadre d'une structure légale dont le statut est à mentionner sur ses documents d'information. Le Centre demande pour l'adhésion à l'annuaire des Sophro-analystes, de préciser le cadre légal dans lequel le praticien réalise son rôle d'accompagnement. Le Centre ne peut reconnaître et accréditer d'autres pratiques.

3.3. Auprès de leurs collègues

3.3.1. Devoir de réserve

Le Sophro-analyste dans ses déclarations et écrits est tenu à la réserve par rapport à ses confrères et formateurs. Il s'abstient de toute forme de dénigrement.

Tout manquement à la pratique remarqué par un collègue doit être adressé au Centre directement avec à l'appui quelques témoignages.

3.3.2. Détournement de clientèle

Le détournement de clientèle est interdit.

4. ENGAGEMENT DU CENTRE VIS-A-VIS DES SOPHRO-ANALYSTES

4.1. Rôle et action d'Emergence Harmonique

4.1.1. Soutenir la pratique

Le Centre s'engage à soutenir la pratique thérapeutique des Sophro-analystes agréés et à agir en tant que centre d'information sur la Sophro-analyse des mémoires prénatales, de la naissance et de l'enfance par l'intermédiaire du site internet: <http://www.emergence-harmonique.fr>

Le Centre Emergence Harmonique a pour mission de préserver la pureté, l'originalité et l'intégrité de la Sophro-analyse et de proposer une liste des Sophro-analystes certifiés qui s'engagent à respecter les termes et les conditions établis dans cette Charte.

Le Centre s'appliquera à :

- Communiquer les coordonnées des Sophro-analystes.
- Les recommander pour leur pratique conforme à l'éthique et à la formation continue.
- Poursuivre ses informations et actions pour faire connaître auprès du public cette méthode thérapeutique.

4.2. Formation et communication

4.2.1. Pérennité et continuité

Le Centre s'engage à la validation, la protection et la continuité de la profession ainsi que l'évolution de ses recherches.

- Il assure la continuité de la transmission dans le cadre de la formation continue.
- Il permet l'homogénéité des pratiques par l'intégration des recherches et des nouvelles découvertes.
- Il offre la continuité de la méthode par l'actualisation de la transmission.

4.2.2. Communication et colloques

Le Centre s'engage à développer, concevoir, éditer et diffuser sur tous supports, une communication de qualité.

A réactualiser une liste des Sophro-analystes sur son site internet.

4.3. Responsabilités

4.3.1. Manquements à la Charte

Les Sophro-analystes ou le Centre se doivent de confronter un collègue ou un stagiaire s'ils ont des raisons de penser, sur des témoignages directs de clients, confrères ou public, qu'il y a manquement aux règles déontologiques, et si celui-ci agit de façon non conforme à la présente Charte.

Le Centre s'engage alors à communiquer avec le Sophro-analyste en question et prend une décision qui s'impose grâce l'ensemble des informations rassemblées.

4.3.2. Suspension de la liste

Le Centre se réserve le droit sans notification préalable de suspendre une inscription de la liste s'il pense qu'une partie de la Charte n'a pas été respectée. Il en informe le Sophro-analyste concerné.

4.3.3. Responsabilité pleine et entière des Sophro-analystes

Bien que la présente Charte donne des directives pour une pratique déontologique garante de l'inscription à la liste des Sophro-analystes, ceux-ci demeurent toujours responsables de leurs actes et décisions. Le Centre Emergence Harmonique décline toute responsabilité des conséquences des actions et des pratiques des Sophro-analystes.

Le présent document ou la Certification délivrée par le Centre ne constituent pas un partenariat juridique avec le Centre Emergence Harmonique. Aucune forme juridique ne lie le Centre et les Sophro-analystes en exercice.

5. ANNEXE 1 : HISTORIQUE

5.1. Septembre 2017

Changement du logo de "Votre Âme aux Commandes".

5.2. Novembre 2017

2.3.2 Complément à partir des promotions 2015 (modification)

3.2.2 Liberté du client (modification)

3.1.3 Intégration de la méthode et de la formation (modification)

3.2.3 Conditions d'accompagnement du client (nouveau chapitre en remplacement de l'ancien 3.2.3 "respect de l'être humain")

3.2.5 Précisions pour la pratique avec les enfants et les mineurs (nouveau chapitre)

3.2.8 Importance de l'anamnèse (nouveau chapitre)

3.2.9 Bilan systématique des antécédents médicaux et chirurgicaux (nouveau chapitre)

3.2.10 Cas particulier des femmes enceintes (nouveau chapitre)

6. ANNEXE 2 : CODE DE DEONTOLOGIE (FF2P)

CODE DE DEONTOLOGIE de la Fédération Française de Psychothérapie (FF2P)

(mise à jour de mai 2015) (lien : http://www.ff2p.fr/fichiers_site/la_ff2p/la_ff2p.html#code)

PRÉAMBULE

Le terme « praticiens de la psychothérapie » regroupe dans la *Fédération Française de Psychothérapie et Psychanalyse* les praticiens de la psychothérapie formés et pratiquant des méthodes de psychothérapie reconnues par la FF2P, qu'ils soient psychopraticiens, psychothérapeutes, psychanalystes, psychologues ou psychiatres.

Les organismes et les praticiens de la psychothérapie membres de la FF2P : formateurs, étudiants et membres adhérents des associations adhérentes de la FF2P, sont dans l'obligation de prêter une attention toute particulière aux questions d'éthique et de déontologie.

Les praticiens de la psychothérapie respectent la dignité et la valeur de l'individu. Ils luttent pour la préservation et la protection des droits humains fondamentaux, de l'intégrité psychique et physique ainsi que pour le bien-être de ceux qui font appel à leurs services en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Ils sont tenus d'utiliser leurs compétences, de penser et d'analyser leur pratique uniquement à des fins conformes au respect des valeurs éthiques et morales, en tenant compte de la complexité humaine ainsi que des normes législatives et des interdictions.

Ils s'engagent à accroître les connaissances sur le comportement humain, sur la compréhension de soi-même et des autres et sur l'utilisation de ces connaissances pour la promotion du bien-être de l'humanité.

Les praticiens de la psychothérapie respectent les autres membres de leur profession et des professions connexes.

Les praticiens de la psychothérapie coopèrent pleinement avec leurs propres organisations et associations professionnelles, nationales et européennes, et avec l'Association Européenne de Psychothérapie (EAP) et répondent rapidement et complètement aux demandes de renseignements et aux exigences de toute association professionnelle dont ils sont membres ou de tout comité d'éthique auxquels ils appartiennent.

Dans la poursuite de ces idéaux, les praticiens de la psychothérapie souscrivent à des principes éthiques et déontologiques précis dans les domaines ci-après listés :

- 1 - Responsabilité.
- 2 - Compétence.
- 3 - Valeurs morales et normes juridiques.
- 4 - Confidentialité.
- 5 - Protection du client.
- 6 - Relations professionnelles.
- 7 - Déclarations publiques.

1 - RESPONSABILITÉ

Principe général : Dans l'exercice de leurs fonctions, les praticiens de la psychothérapie s'engagent à maintenir les plus hauts standards de leur profession.

Ils acceptent la responsabilité des conséquences de leurs actes et font tout pour s'assurer que leurs services sont utilisés de manière appropriée.

Art. 1a : En tant que praticiens, les praticiens de la psychothérapie savent qu'ils portent une lourde responsabilité sociale parce que leurs recommandations et actions professionnelles peuvent modifier la vie des autres. Ils sont à l'affût des situations et des pressions personnelles, sociales, organisationnelles, financières, environnementales ou politiques qui pourraient conduire à une mauvaise utilisation de leur influence.

Art. 1b : Les praticiens de la psychothérapie clarifient à l'avance avec leurs clients toutes les questions qui pourraient concerner leur collaboration. Ils évitent les relations qui pourraient limiter leur objectivité ou déboucher sur un conflit d'intérêts.

Art. 1c : Les praticiens de la psychothérapie ont la responsabilité de tenter de prévenir la distorsion, l'usage abusif ou la suppression de leurs conclusions par une institution ou un organisme dont ils seraient employés.

Art. 1d : Enseignants ou formateurs, les praticiens de la psychothérapie reconnaissent leur obligation primaire d'aider les autres à acquérir des connaissances et des compétences. Ils maintiennent une haute qualité d'enseignement en

présentant une information objective, complète et précise.

Art. 1e : Les praticiens de la psychothérapie sont responsables de la sélection de leurs thèmes de recherche et des méthodes utilisées pour l'enquête, l'analyse et le compte-rendu.

Ils planifient leurs recherches de manière à ce que les résultats soient statistiquement représentatifs.

Ils suscitent une discussion approfondie sur les limites de leurs résultats, en particulier lorsque leur travail touche à la politique sociale ou pourrait être interprété au détriment de personnes appartenant à une classe d'âge, de sexe, d'origine ethnique, socio-économique, ou à d'autres groupes sociaux.

En publiant des rapports sur leur travail, ils ne suppriment jamais de données qui infirmeraient leurs thèses, et reconnaissent l'existence d'autres hypothèses et d'autres interprétations de leurs résultats.

Les praticiens de la psychothérapie ne revendiquent que les seules études qu'ils ont réellement conduites.

Ils définissent à l'avance avec les personnes et les agences compétentes ce que l'on peut attendre en partageant et en utilisant les résultats de leurs recherches.

Les interférences avec le milieu dans lequel ces données sont collectées sont réduites au minimum.

2 – COMPÉTENCE

Principe général : Le maintien de normes élevées de compétence est une responsabilité partagée par tous les praticiens de la psychothérapie dans l'intérêt du public et dans celui de la profession dans son ensemble.

Les praticiens de la psychothérapie reconnaissent les limites de leur compétence et les limites de leurs méthodes.

Ils ne fournissent de services et n'utilisent que des techniques pour lesquelles ils sont qualifiés par leur formation et leur expérience.

Ils se tiennent au courant des dernières connaissances sur la santé et des informations scientifiques et professionnelles relatives aux services qu'ils rendent.

Art. 2a : Les praticiens de la psychothérapie sont transparents sur leur compétence, leur formation et leur expérience.

Ils avancent pour preuve de leur formation pédagogique et professionnelle les seuls diplômes ou titres obtenus d'institutions réputées pour la qualité de leur enseignement ou reconnues par La FF2P.

Ils veillent à observer les normes professionnelles minimales fixées par La FF2P, celles fixées par leurs structures de certification tant dans leurs méthodes que dans leurs modalités, Ils respectent les autres sources d'enseignement, de formation et d'expérience qui les ont nourris.

Art. 2b : En tant que praticiens, enseignants ou formateurs, les praticiens de la psychothérapie exercent leur métier sur la base d'une préparation minutieuse afin que leur pratique soit au plus haut niveau et que leurs communications soient exactes, à jour et pertinentes.

Art. 2c : Les praticiens de la psychothérapie reconnaissent la nécessité du travail sur soi, de la supervision et de la formation continue, et sont ouverts à de nouvelles procédures et à l'évolution des attentes et des valeurs sociétales.

Art. 2d : Les praticiens de la psychothérapie tiennent compte des différences entre les personnes, comme celles qui peuvent être associées à l'âge, au sexe, à la situation socio-économique, à l'origine ethnique, afin de s'assurer d'avoir la formation adéquate pour garantir un service approprié et ciblé à proposer à ces personnes.

Art. 2e : Les praticiens de la psychothérapie responsables de décisions concernant des personnes ou des politiques basées sur les résultats de leurs études ont une bonne compréhension des modalités de mesure psychologique ou pédagogique, des problèmes de validation et de test de recherche.

Art. 2f : Les praticiens de la psychothérapie reconnaissent que les problèmes et les conflits personnels peuvent interférer avec leur efficacité professionnelle. En conséquence, ils s'abstiennent d'entreprendre toute action dans laquelle leurs problèmes personnels seraient susceptibles de conduire à des performances insuffisantes ou de nuire à un client, à un collègue, à un étudiant ou à un participant à une étude.

S'ils sont engagés dans une telle action quand ils prennent conscience de leurs problèmes personnels, ils cherchent un professionnel compétent pour les aider à déterminer s'ils doivent suspendre, annuler ou limiter la portée de leurs activités professionnelles.

Art. 2g : Les praticiens de la psychothérapie entrant dans de nouveaux domaines d'activité s'assurent qu'ils ont rempli toutes les exigences de formation et de qualification professionnelle liées à ce domaine d'activité avant de se lancer dans de telles pratiques.

Ils s'assurent qu'il n'y a pas de confusion ou de conflit avec une activité en cours.

3 - VALEURS MORALES ET NORMES JURIDIQUES

Principe général : Les valeurs et normes morales, éthiques et juridiques qui régissent le comportement des praticiens de la psychothérapie sont une affaire personnelle au même titre qu'elles le sont pour tout citoyen sauf lorsque celles-ci peuvent compromettre l'exercice de leurs responsabilités professionnelles ou porter atteinte à la confiance que le public

accorde à la psychothérapie et aux praticiens de la psychothérapie.

En ce qui concerne leur propre comportement, les praticiens de la psychothérapie doivent tenir compte des normes communautaires en vigueur et doivent rester sensibles à l'impact possible que la conformité ou l'écart par rapport à ces normes peut avoir sur la qualité de leur performance en tant que praticiens de la psychothérapie. Ils restent conscients de l'impact possible de leur comportement public.

Art. 3a : En tant que professionnels, les praticiens de la psychothérapie agissent en accord avec les principes et les normes de la FF2P et de l'EAP, ceux de leur organisation nationale de certification et ceux de l'institut ou de l'association relatifs à leur pratique. Les praticiens de la psychothérapie se conforment également aux lois et règlements gouvernementaux les concernant.

Lorsque les règlements, les pratiques ou les lois, européennes, nationales, organisationnelles, sont en conflit avec ceux de la FF2P ou de l'EAP, de l'organisation nationale de certification, ou avec les normes et les directives de leurs institutions ou associations, les praticiens de la psychothérapie rendent public leur engagement auprès de la FF2P, de l'EAP, et de leur organisation nationale de certification sur leur respect des normes et des lignes directives de leurs instituts ou associations et, si possible, travaillent à une résolution du conflit.

En tant que professionnels, ils sont concernés par le développement de telles réglementations qui servent le mieux l'intérêt public, et ils travaillent à changer les règlements existants qui ne sont pas conformes à l'intérêt public.

Art. 3b : En tant que salariés ou employeurs, les praticiens de la psychothérapie ne peuvent participer ou tolérer des pratiques non éthiques ou qui débouchent sur des actions illégales ou injustifiables. De telles pratiques incluent, celles qui sont fondées sur des considérations de race, de handicap, d'âge, de sexe, d'orientation sexuelle, de religion ou d'origine nationale dans la pratique, en matière d'embauche, de promotion, ou de formation, sans que celles-ci ne soient exhaustives.

Art. 3c : Dans l'exercice de leur profession, les praticiens de la psychothérapie s'interdisent toute action qui violerait ou déprécierait les droits humains, civils et juridiques de leurs clients ou d'autres personnes qui pourraient être touchées.

Art. 3d : En tant que praticiens, enseignants, formateurs et chercheurs, les praticiens de la psychothérapie sont conscient du fait que leurs valeurs personnelles peuvent affecter leur communication, l'utilisation de méthodes, la sélection et la présentation de leurs points de vue ou de matériaux, et la nature ou la mise en œuvre de leurs recherches.

Lorsque des sujets sources de controverses sont abordés, ils reconnaissent et respectent la diversité des attitudes et des sensibilités individuelles que leurs clients, étudiants, stagiaires ou des sujets peuvent avoir à l'égard de ces questions.

4 - CONFIDENTIALITÉ

Principe général : Les praticiens de la psychothérapie sont personnellement tenus au secret professionnel, sauf dans les cas où la loi impose ou autorise la révélation du secret.

Le secret professionnel couvre tout ce dont les praticiens de la psychothérapie ont connaissance dans l'exercice de leur profession, autrement dit non seulement ce qui leur est confié mais également ce qu'ils voient, entendent ou comprennent.

Ils respectent la confidentialité des informations obtenues de personnes dans le cadre de leur activité. Ils ne divulguent de telles informations à des tiers qu'avec le consentement de la personne (ou de son représentant légal), sauf dans des circonstances exceptionnelles (voir Art. 4.e) dans lesquelles ne pas le faire entraînerait probablement un danger évident pour cette personne ou pour d'autres.

Les praticiens de la psychothérapie informent leurs clients des limites légales de la confidentialité. Le consentement à révéler des informations à d'autres doit normalement être obtenu par écrit auprès de la personne concernée.

Art. 4a : Les informations recueillies lors de consultations ou de conseils, ou l'évaluation de données concernant notamment des enfants, des étudiants, des employés, sont examinées seulement à des fins professionnelles et seulement avec des personnes clairement concernées par l'affaire.

Les rapports oraux ou écrits ne doivent comprendre que des données conformes à des fins d'évaluation ou de recommandation, et tous les efforts sont faits pour éviter l'exposition de la vie privée.

Art. 4b : Les praticiens de la psychothérapie qui par écrit, lors de conférences ou de réunions publiques présentent des renseignements personnels obtenus au cours de leur activité professionnelle doivent obtenir le consentement préalable de le faire ou, à défaut, ils doivent supprimer tous les renseignements identificatoires.

Art. 4c : Les praticiens de la psychothérapie doivent prendre des dispositions pour préserver la confidentialité lors du stockage, de la destruction des archives et dans l'éventualité de leur propre indisponibilité.

Les praticiens de la psychothérapie protègent contre toute indiscretion tous documents concernant les clients, quels que soient le contenu et le support de ces documents.

Art. 4d : Avec des mineurs ou d'autres personnes incapables de donner volontairement leur consentement éclairé, les praticiens de la psychothérapie doivent prendre des précautions particulières pour protéger l'intérêt de ces personnes et consulter d'autres personnes impliquées de manière appropriée.

Art. 4e : Si les praticiens de la psychothérapie discernent qu'une personne faisant appel à leurs prestations est victime de sévices ou de privations, ils doivent mettre en œuvre les moyens les plus adéquats pour la protéger en faisant preuve de prudence et de circonspection.

S'il s'agit d'un mineur ou d'une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son état psychique ou physique, sauf circonstances particulières qu'ils apprécient en conscience, ils alertent les autorités judiciaires, médicales ou administratives.

5 - PROTECTION DU CLIENT

Principe général : Les praticiens de la psychothérapie respectent l'intégrité, l'autonomie, le droit à vivre selon ses propres convictions et protègent le bien-être des personnes et des groupes avec lesquels ils travaillent.

Les praticiens de la psychothérapie respectent la dignité de la personne humaine, même après la mort de celle-ci. Ils s'interdisent d'y porter atteinte de quelque manière que ce soit, conscients que c'est un droit fondamental et inaliénable.

Les praticiens de la psychothérapie reconnaissent et respectent la personne humaine dans sa dimension psychique, que l'individu soit suivi isolément ou collectivement.

Les praticiens de la psychothérapie doivent prendre en compte avec la même conscience et dans le respect du principe de non-discrimination tous les clients quels que soient, leur origine, leurs mœurs, leur situation familiale, leur appartenance à une ethnie, à une nation, à une religion, leur orientation sexuelle, leur handicap, leur état de santé, leur réputation.

En toutes circonstances, ils n'interviennent qu'avec le consentement préalable, libre et éclairé des personnes concernées. Toutefois le consentement du client ne saurait justifier un manquement à l'éthique ou une infraction à la déontologie.

Les praticiens de la psychothérapie ne s'immiscent pas sans raison professionnelle dans les affaires de famille ni dans la vie privée de leurs clients.

Lorsque des conflits d'intérêts surviennent entre les clients et les institutions qui emploient des praticiens de la psychothérapie ceux-ci doivent définir clairement la nature et la direction de leur loyauté et de leurs responsabilités et tenir toutes les parties informées de leurs engagements.

Les praticiens de la psychothérapie doivent informer pleinement les clients sur l'objet et la nature des évaluations, des traitements, des enseignements, des modalités de stages et ils reconnaissent ouvertement que les clients, les étudiants, les stagiaires, ou les participants à des études ont la liberté de choix en ce qui concerne leur participation. Contraindre des personnes à participer ou à poursuivre une thérapie est contraire à l'éthique.

Art. 5a : Les praticiens de la psychothérapie restent constamment conscients des propres besoins de leurs clients et de l'influence potentielle que représente leur position vis-à-vis de personnes telles que les clients, les étudiants, les stagiaires, les sujets et subordonnés.

Ils n'exploitent pas la confiance et la dépendance de ces personnes. A ce titre, les praticiens de la psychothérapie s'interdisent toute exploitation de leur relation professionnelle à des fins personnelles, religieuses, sectaires, politiques ou idéologiques.

Les praticiens de la psychothérapie font tous les efforts pour éviter les relations exclusives et autres que thérapeutiques qui pourraient troubler leur jugement professionnel ou augmenter le risque d'exploitation.

A ce titre ils évitent le cumul de fonctions qui pourrait nuire à leur objectivité professionnelle. L'intimité sexuelle avec les clients, étudiants, stagiaires et participants aux recherches est contraire à l'éthique

Art. 5b : Quand un praticien de la psychothérapie s'engage à fournir des services à un client à la demande d'un tiers, celui-ci assume la responsabilité de clarifier la nature des relations entre toutes les parties concernées.

Art. 5c : Lorsque les exigences d'une organisation incitent les praticiens de la psychothérapie à violer ces principes éthiques ou d'autres, les praticiens de la psychothérapie clarifient la nature du conflit entre ces exigences et l'éthique. Ils informent toutes les parties des responsabilités éthiques du praticien de la psychothérapie et prennent des mesures appropriées.

Art. 5d : Les praticiens de la psychothérapie prennent d'avance des dispositions financières qui doivent être clairement comprises et qui permettent d'assurer au mieux les intérêts de leurs clients, étudiants, stagiaires ou participants à des études. Ils ne donnent ou ne reçoivent de rémunération pour diriger des clients vers d'autres praticiens.

Art. 5e : Les praticiens de la psychothérapie mettent fin à une relation thérapeutique ou de conseil dès lors qu'il est assez clair que le client n'en tire pas profit, ou si le client refuse la thérapie proposée ou souhaite l'interrompre. Dans ce cas les praticiens de la psychothérapie prennent acte de ce refus et mettent en place les mesures nécessaires pour diriger le client vers des confrères.

6 - RELATIONS PROFESSIONNELLES

Principe général : Les praticiens de la psychothérapie agissent en tenant dûment compte des besoins, des compétences spécifiques et des obligations de leurs collègues praticiens de la psychothérapie, psychologues, psychanalystes, psychiatres, médecins, parmi d'autres professions. Ils respectent les prérogatives et les obligations des institutions ou des organisations auxquelles ces autres collègues sont associés.

Art. 6a : Les praticiens de la psychothérapie reconnaissent les domaines de compétence des professions connexes. Ils font pleinement usage de toutes les ressources professionnelles, techniques et administratives pour servir au mieux les intérêts du public.

L'absence de relations formelles avec d'autres professionnels ne dispense pas les praticiens de la psychothérapie de la responsabilité d'assurer à leurs clients le meilleur service possible, pas plus qu'il ne les exempte de l'obligation de faire preuve de prévoyance, de diligence et de tact dans l'obtention de l'assistance complémentaire ou alternative qui serait nécessaire.

Art. 6b : Les praticiens de la psychothérapie connaissent et prennent en compte les usages et les pratiques d'autres groupes professionnels avec lesquels ils travaillent et ils coopèrent pleinement avec ces groupes.

Si une personne reçoit des services similaires d'un autre professionnel, les praticiens de la psychothérapie examinent avec prudence et sensibilité les questions thérapeutiques ainsi que le bien-être du client. Les praticiens de la psychothérapie discutent de ces questions avec le client et cherchent, si possible, à maintenir des relations claires et convenues avec les autres praticiens impliqués.

Art. 6c : Les praticiens de la psychothérapie qui emploient ou supervisent d'autres praticiens en formation acceptent l'obligation de soutenir le développement professionnel de ces personnes et de prendre des mesures pour augmenter leurs compétences.

Ils proposent des conditions de travail appropriées, des évaluations en temps opportun, des consultations constructives et des possibilités d'expérience.

Art. 6d : Lorsque des praticiens de la psychothérapie apprennent qu'un autre praticien de la psychothérapie a violé l'éthique, et que cela semble justifié, ils tentent de résoudre le problème de manière informelle en attirant l'attention du praticien de la psychothérapie sur ce comportement.

Si la faute est mineure et/ou semble être due à un manque de sensibilité, de connaissance ou d'expérience, une telle solution informelle est généralement appropriée. Ces efforts informels correctifs doivent préserver le droit à la confidentialité.

Si la violation ne semble pas trouver de solution à l'issue de l'intervention informelle, ou si elle est de nature plus grave, les praticiens de la psychothérapie la porteront à l'attention de l'**institution**, de l'association ou du comité d'éthique et de déontologie professionnelle compétente.

Art. 6e : Le crédit de publication est attribué à ceux qui ont contribué à une publication en proportion de leurs contributions professionnelles. Les contributions professionnelles majeures faites par plusieurs personnes sur un projet commun sont reconnues pour les coauteurs avec la personne qui a fait la contribution principale et apparaît en premier. Des contributions mineures à caractère professionnel, une large assistance matérielle ou même une aide non professionnelle peuvent être reconnues dans les notes ou dans une déclaration liminaire.

On peut remercier grâce à des citations spécifiques pour des documents inédits ou déjà publiés qui ont directement influencé la recherche ou les écrits.

Les praticiens de la psychothérapie qui compilent et éditent des résultats obtenus par d'autres pour les publier le font sous le nom du groupe d'origine, et le cas échéant, avec leur propre nom apparaissant comme président ou comme éditeur.

Tous les contributeurs sont reconnus et nommés.

Art. 6f : Pour effectuer des recherches au sein d'institutions ou d'organisations, les praticiens de la psychothérapie s'assurent d'obtenir les autorisations nécessaires pour mener de telles recherches. Ils sont conscients de leurs obligations envers de futurs chercheurs et doivent veiller à ce que les institutions d'accueil reçoivent suffisamment d'informations sur la recherche et soient dûment remerciées pour leurs contributions.

7 - DECLARATIONS PUBLIQUES

Principe général : Les déclarations publiques, les annonces de services, la publicité, et les activités de promotion des praticiens de la psychothérapie ont pour but d'aider le public à se forger des jugements et à faire des choix. Les praticiens de la psychothérapie présentent avec précision et objectivité leurs qualifications professionnelles, leurs affiliations et leurs fonctions, ainsi que celles des institutions ou organisations avec lesquelles leurs déclarations ou eux-mêmes peuvent être associés.

Dans leurs déclarations publiques relatives à des informations psychothérapeutiques ou à des opinions professionnelles ou qui fournissent des informations sur la disponibilité de techniques, de produits, de publications et de services, les praticiens de la psychothérapie fondent leurs déclarations sur des conclusions et des techniques généralement acceptées et reconnaissent pleinement les limites et les incertitudes y afférent.

Art. 7a : Lors de l'annonce ou de la publicité pour leurs pratiques professionnelles, les praticiens de la psychothérapie peuvent lister les informations suivantes pour décrire le prestataire et les services proposés : nom, plus haut diplôme académique dans la spécialité ou certificat de formation obtenu d'un établissement accrédité, la date, le type, l'obtention du CEP, l'appartenance à des organisations de psychothérapie, à des organismes professionnels pertinents ou connexes, l'adresse, le numéro de téléphone, les heures de bureau, une brève liste du type de services psychologiques offerts, une présentation appropriée des informations tarifaires, les langues étrangères parlées, la politique à l'égard de l'assurance santé ou de paiements par un tiers et autres informations brèves et pertinentes.
D'autres renseignements pertinents ou importants pour le public peuvent être inclus s'ils ne sont pas interdits par d'autres sections de ce code de déontologie.

Art. 7b : Lors de l'annonce ou de la publicité faite à leurs pratiques psychothérapeutiques ou à leurs publications, les praticiens de la psychothérapie ne doivent pas présenter leur affiliation à une organisation d'une manière qui impliquerait à tort un parrainage ou une certification par cette organisation.

En particulier et par exemple, les praticiens de la psychothérapie ne citent pas d'affiliation européenne ou nationale ou l'appartenance à une institution ou à une association comme une manière de suggérer que cette appartenance implique une compétence professionnelle spécialisée ou une qualification.

Les déclarations publiques comprennent, entre autres, les communications dans des journaux, des livres, des listes, des annuaires, sur Internet, à la télévision, à la radio, ou au cinéma.

Elles ne doivent pas contenir (1) de déclarations fausses, frauduleuses, trompeuses, mensongères ou de communiqués malhonnêtes ;

(2) une interprétation erronée de faits ou une déclaration de nature à tromper ou fourvoyer parce que, dans son contexte, elle ne divulgue qu'une partie des faits pertinents ;

(3) le témoignage d'un client sur la qualité des produits ou des services d'un praticien de la psychothérapie ;

(4) une déclaration destinée ou susceptible de créer des attentes fausses ou injustifiées de résultats positifs ;

(5) une déclaration impliquant des capacités inhabituelles, uniques ou rares

(6) une déclaration concernant les valeurs comparatives des services offerts ;

(7) une déclaration de sollicitation directe de clients individuels.

Art. 7c : Les praticiens de la psychothérapie ne dédommagent pas ou ne donnent rien de valeur à un représentant de la presse, de la radio, de la télévision, ou de tout autre média pour obtenir en contrepartie une publication professionnelle dans un article d'information.

Une publicité payante doit être identifiée comme telle, sauf s'il est évident d'après le contexte qu'il s'agit d'une publicité payante.

Avant d'être diffusée à la radio ou à la télévision, la publicité doit être préenregistrée et approuvée pour diffusion par le praticien de la psychothérapie.

Des archives des publicités et de leur diffusion seront conservées par les praticiens de la psychothérapie.

Art. 7d : Les annonces ou les publicités pour des séances de groupe de thérapie ou des stages, des formations, faites par les praticiens de la psychothérapie ou des organismes doivent clairement déclarer leurs objectifs et comporter une description claire des expériences ou des formations qu'elles proposent.

Les qualifications, la formation et l'expérience des membres du personnel seront bien spécifiées et disponibles avant le début de la constitution du groupe, de la formation ou des services.

Un relevé clair des honoraires et des implications contractuelles sera disponible avant la participation.

Art. 7e : Les praticiens de la psychothérapie associés au développement ou à la promotion de produits, de techniques psychothérapeutiques, de livres ou autres articles proposés à la vente commerciale doivent faire des efforts raisonnables pour s'assurer que les annonces et les publicités sont présentées dans un cadre professionnel, scientifiquement acceptables, de manière éthique, factuelle et informative .

Art. 7f : Les praticiens de la psychothérapie ne participent pas à des fins d'enrichissement personnel à des annonces commerciales ou à des publicités recommandant au public l'achat ou l'utilisation de produits exclusifs ou de services lorsque cette participation est fondée uniquement sur leur identification en tant que praticiens de la psychothérapie. A ce titre ils n'utilisent ni leur titre ni leur fonction aux seules fins de promouvoir un tiers, un produit ou une société.

Art. 7g : Les praticiens de la psychothérapie présentent la science et l'art de la psychothérapie et offrent leurs services, leurs produits et leurs publications de façon juste et précise, en évitant les déclarations faussées par le sensationnalisme, l'exagération, la superficialité

Les praticiens de la psychothérapie sont guidés par l'obligation principale d'aider le public à se former des jugements éclairés, une opinion et à faire des choix.

Art. 7h : En tant qu'enseignants, les praticiens de la psychothérapie doivent s'assurer que les annonces dans des catalogues et des offres de cours sont exactes et non trompeuses, notamment en termes de matières à étudier, des bases pour l'évaluation des progrès et de la nature des travaux pratiques.

Les communiqués, brochures ou publicités qui décrivent des ateliers, des séminaires ou d'autres programmes éducatifs doivent précisément définir le public auquel sont destinés le programme, les critères d'admissibilité, les objectifs pédagogiques, et la nature des matières à étudier.

Ces annonces doivent aussi présenter avec précision les qualifications, la formation et l'expérience des praticiens de la psychothérapie présentant les programmes et tous les frais qu'elles impliquent.

Art. 7i : Les annonces publiques ou les publicités sollicitant des participants à des études dans lesquelles des services cliniques ou d'autres services professionnels sont offerts à titre d'incitation doivent clairement décrire la nature de ces services, ainsi que les coûts et les autres obligations que les participants à l'étude doivent accepter.

Art. 7j : Les praticiens de la psychothérapie acceptent l'obligation de corriger ceux qui présentent les qualifications professionnelles du praticien de la psychothérapie ou d'associations avec des produits ou des services, d'une manière incompatible avec ces lignes directrices.

Art. 7k : Un diagnostic individuel et des thérapies ne sont offerts que dans le contexte d'une relation psychothérapeutique professionnelle.

Quand un conseil personnel est donné lors de conférences ou de manifestations publiques, dans des articles de journaux ou des magazines, à la radio ou à la télévision, dans des courriers, ou via des supports similaires, les praticiens de la psychothérapie s'appuieront sur les données pertinentes les plus récentes et produiront le plus haut niveau de l'expertise professionnelle.

Art. 7l : Les produits qui sont décrits ou présentés lors de conférences ou de manifestations publiques, dans des articles de journaux ou de magazines, à la radio ou à la télévision, dans des courriers, ou sur des supports similaires respectent les mêmes normes reconnues telles qu'elles existent pour des procédures utilisées dans le contexte d'une relation professionnelle.